

Le ministère des AE au sujet de la situation des immigrants de pays africains

## Les accusations marocaines contre l'Algérie sont "fantaisistes, fallacieuses et outrancières"

Le ministère des Affaires étrangères a rendu public hier une déclaration dans laquelle il a qualifié les accusations marocaines contre l'Algérie au sujet de la situation des immigrants de pays africains de "fantaisistes, fallacieuses et outrancières".

Face au déferlement d'accusations fantaisistes, fallacieuses et outrancières de la part des autorités gouvernementales marocaines manifestement à la recherche de responsables de substitution pour leurs propres actes, l'Algérie prend résolument le parti de la sérénité et de la pondération", souligne la déclaration du ministère des Affaires étrangères. "La malheureuse fuite en avant dont ces autorités

marocaines donnent le spectacle désolant ne concerne en rien l'Algérie", note la déclaration qui ajoute que "cette fuite en avant, ainsi que l'amalgame inapproprié et injustifié qui est fait entre le problème complexe de l'immigration clandestine et la question de la décolonisation du Sahara Occidental, sont le témoignage d'une dérive politique et morale regrettable".

Le ministère des Affaires étrangères rappelle que les "développements humainement pénibles qui interviennent en relation avec le phénomène de l'immigration clandestine sont suivis par l'Algérie avec toute l'attention et la pondération requises par une questions parti-

culièrement sensible et complexe". "Aut d'ailleurs, poursuit la déclaration, cette question se pose à l'Algérie et à d'autres pays de transit et d'accueil involontaire dans des termes comparables et il n'y a de solution juste, efficace et durable que concertée dans son élaboration et coordonnée dans sa mise en oeuvre". "Dès lors, il est surprenant que des autorités gouvernementales marocaines

adonnent, depuis plusieurs jours, à une escalade déplorable de propos malveillants et diffamatoires contre l'Algérie dans le contexte de la situation difficile qui s'est développée sur le territoire marocain", indique encore le ministre des Affaires étrangères. "L'Algérie, pour

sa part, affirme le MAE dans sa déclaration, continuera, en pleine responsabilité à l'égard tant de la communauté africaine qu'internationale, à promouvoir des positions et à déployer des actions fondées sur des valeurs et des principes pour la solution de chacun des problèmes en question, sans confusion arbitraire ni lien artificiel".

"L'Hostilité malheureuse à l'Algérie que les autorités marocaines ne cessent d'entretenir ne saurait avoir le moindre impact sur des positions algériennes conformes à la légalité internationale et inscrites dans la cohérence de l'histoire", conclut la déclaration.

## Reportage d'une télévision espagnole sur les immigrants abandonnés au Sahara occidental

Selon les témoignages des rescapés, cités par le présentateur de Têlé 5, après un voyage de 4 jours en autobus, "elles (les forces marocaines) leur ont volé ce qui leur appartenait, les ont



### La "corruption" au Maroc a favorisé l'immigration clandestine

écrit un journal espagnol

● Pour *La Razon*, l'immigration illégale construite, possiblement, aujourd'hui, au Maroc la "seconde source de gain illicite après le trafic de haschisch" et évaluée les revenus que génère cette activité à des dizaines de millions d'euros.

Le quotidien espagnol *La Razon* estime hier que la "corruption" qui

## obligés à franchir (le mur) au Sahara occidental

Une chaîne de télévision espagnole Têlé 5 a diffusé, dimanche, dans son journal du soir, un reportage sur les immigrants africains abandonnés par les autorités marocaines au Sahara Occidental.

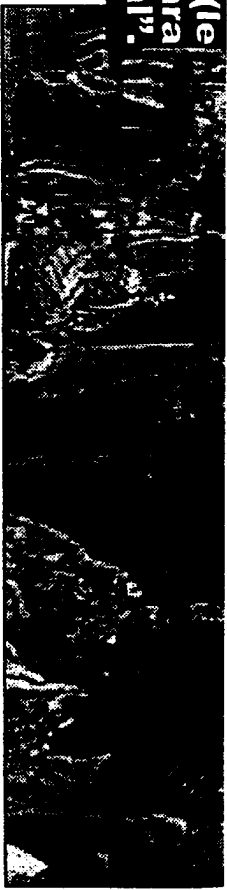
Les immigrants, recueillis par le Front Polisario, apparaissent sur les images, prises au Sahara Occidental, dans un état déplorable et plusieurs d'entre-eux sont blessés.

Le Front POLISARIO avait annoncé, samedi, avoir secouru 92 immigrants africains abandonnés par les autorités marocaines dans le désert, et qui se trouvent actuellement regroupés à Bir Lahlou (est du Sahara Occidental). Le Front Polisario avait indiqué avoir prodigué les premiers soins à ces personnes ainsi que de la nourriture et des vêtements. Selon une source gouvernementale sahraouie, ces immigrants, de différentes nationalités africaines, ont été jetés en plein désert, sous la menace des armées des forces marocaines, en divers points du mur de défense érigé par le Maroc au Sahara Occidental en 1986.

Selon les témoignages des rescapés cités par le présentateur de Têlé 5, après un voyage de 4 jours en autobus, "ils (les forces marocaines) leur ont voté ce qui leur appartenait, les ont frappés et les ont obligés à franchir (le mur) au Sahara occidental". "L'unique information qui leur ont donnée, a ajouté le présentateur, est qu'ils étaient à quelques km de (la frontière avec) la Mauritanie et l'Algérie".

Les faits dénoncés par les immigrants africains, a poursuivi le présentateur, ont été confirmés par les ONG qui travaillent dans la zone et qui assurent qu'au moins une centaine de Subsahariens ont été livrés à leur sort dans le désert.

"Ils ont tiré sur nous, nous ont donné la chasse et nous ont mis sur la route. Ils nous ont dit que l'Algérie était à 5 km. Nous avons tout fait pour survivre. Nous ne savons pas si nos compagnons sont en train



de mourir dans le désert", a témoigné un immigrant. "Il y avait au moins 700 Africains, ils devaient nous amener ici depuis Nador (nord du Maroc). Où est mon téléphone mobile ? Où sont mes 1.800 euros? Ils les ont volés. Lorsque j'ai voulu les récupérer, ils m'ont frappé avec un bâton sur les pieds", a-t-il dit.

"Ils ont confisqué nos passeports, nos téléphones mobiles, nos agendas et nos effets vestimentaires et même la nourriture et l'eau que nous avions. Ils nous ont tout enlevé. Nous avons commencé à nous demander : qu'est-ce qui se passe, ça c'est la mort ! Nous allons mourir dans cet endroit ! Nous avons marché dans cette zone durant 3 jours, jusqu'à ce que le Front Polisario vienne à notre secours ce matin", a affirmé un autre immigrant.

Le présentateur du journal de Têlé 5 a observé que les Sahraouis connaissent bien cette zone baptisée la bande rouge, parce qu'elle est semée de mines.

Un troisième jeune africain a déclaré vouloir saisir cette opportunité (le reportage international, à Amnesty International, au Haut Commissariat des Nations unies pour

les réfugiés, à l'ONU de Kofi Annan à qu'ils assument leurs responsabilités face à cette situation parce que nos vies ne sont pas en sticé".

La présidente de l'ONG Médecins du Monde, Teresa Gonzales, qui est intervenue lors du journal, a dit craindre que le problème ne soit "plus grave" qu'on ne le pense.

"Le Front POLISARIO affirme, qu'au niveau de 8 postes militaires, plus de gens (d'immigrants) sont recueillis. Il parle de beaucoup de gens. Ce dont nous sommes sûrs, est qu'il y a 92 personnes qui ont été accueillies dans une école (à Bir Lahlou) où elles ont reçu des soins de la part d'une équipe de Médecins du Monde. Elles présentent des symptômes aigus de déshydratation et certaines blessures", a indiqué Teresa Gonzales.

Dans un communiqué publié, dimanche, par l'agence de presse sahraouie SPS, le Front Polisario a annoncé que 2 immigrants ont été secourus dans la région de Malhès et que 20 autres ont été retrouvés par la Mission des Nations unies pour le Réfugié au Sahara occidental (MINURSO) à Smara (300 km à l'est de Layoune).

## La PAMUSC condamne les mauvais traitements subis par les immigrants clandestins

La Panafrique de Médecine d'Urgence et de Secours dans les Catastrophes (PAMUSC) condamne les traitements "inhumains et dégradants" dont sont victimes les immigrants clandestins ressortissants des pays d'Afrique subsaharienne "aux frontières hispano-marocaines et dans le sud marocain", a indiqué hier un communiqué de cette organisation. Les membres de la PAMUSC interpellent les pouvoirs politiques du Maroc et de l'Espagne pour "épargner les vies humaines" et "trouver des solutions satisfaisantes dans le respect de la dignité humaine et des valeurs morales partagées par l'ensemble de la communauté internationale", selon la même source. Ils ont exprimé leurs préoccupations quant au sort de milliers d'immigrants clandestins quittant leur pays à cause de la pauvreté et le désespoir, soulignant les proportions "tragiques" qu'a connues cette émigration clandestine car, selon le communiqué, plusieurs Africains ont été "froïdemment abattus par balles".

Maroc, a largement favorisé le phénomène de l'immigration clandestine vers l'Espagne et l'Europe. "Les services de renseignement espagnols mettent en garde depuis des années contre le fait que la corruption dans beaucoup de secteurs de la sécurité du pays voisin est en train de faciliter la venue de milliers de subsahariens", écrit La Razon.

Selon ce journal, des organisations criminelles africaines qui se livrent au trafic des personnes ont réussi à établir un "réseau de connexions avec divers pôles de l'autorité marocaine, réseau dont les tentacules s'étendent, relève-t-il, non seulement à des policiers, des garde-frontière et des membres de l'armée mais aussi à des magistrats, des procureurs et différentes sphères du pouvoir". "La corruption est très fréquente, rendant possible, dans une large mesure, l'action de ces groupes", souligne un rapport du centre national d'intelligence (CNI, services de renseignement espagnols), daté de décembre 2003, cité par La Razon. "D'une part, des policiers, des garde-frontières et des membres de l'armée sont payés, principalement, par les passeurs. En ce qui concerne les ports, les mafias bénéficient de la complicité tant de membres des forces de police que du personnel chargé du mouillage des bateaux", indique le rapport. Selon la même source, "il se produit, habituellement, des cas de manipulation et subordination de membres d'organes judiciaires, de détentions anormalement courtes de personnes qui ont été déclarées coupables et de poursuite des activités délictueuses dans les prisons mêmes, à travers des contacts ou l'usage du téléphone mobile". "Tout cela, précise le rapport, dans le cas où il a été décidé d'agir contre les personnes suspectées de ces délits, circonstance qui, en général, ne se produit pas, étant donné les liens qu'entretiennent certains membres des réseaux (de trafic) avec les autorités".

La Razon note, enfin, que l'immigration illégale constitue, possiblement, aujourd'hui, au Maroc la "seconde source de gain illicite après le trafic de haschisch" et évalue les revenus que génère cette activité à des dizaines de millions